

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 34 (1893), p. 1-20

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__1_0

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 1. — JANVIER 1893.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

Fondée en 1860 et reconnue d'utilité publique par décret du 19 juin 1869.

I.

STATUTS

CHAPITRE I.

But et organisation de la Société.

ARTICLE PREMIER.

La Société de statistique de Paris se propose de populariser les recherches statistiques par ses travaux et ses publications.

ART. 2.

Le nombre des membres de la Société est illimité. Ils se divisent en membres honoraires, membres titulaires et membres correspondants français et étrangers.

ART. 3.

La cotisation des membres titulaires est fixée par le règlement intérieur. Tout membre en retard, pendant une année, de payer sa cotisation, peut être considéré comme démissionnaire et rayé du tableau par une simple décision du conseil; cette décision est rapportée si le sociétaire justifie d'une absence ou de toute autre circonstance considérée par le conseil comme une excuse suffisante

ART. 4.

Aucun membre nouveau, soit titulaire, soit correspondant, ne peut être admis qu'après en avoir fait la demande par lettre adressée au président ou sur la présentation de deux sociétaires. L'élection n'a lieu que dans la séance qui suit celle de la réception de la lettre ou de la présentation.

ART. 5.

Un conseil choisi parmi les membres titulaires résidant dans les départements de la Seine, de Seinc-et-Oise et de Seine-et-Marne, est chargé de veiller aux intérêts matériels, moraux et scientifiques de la Société.

ART. 6.

Le conseil se compose du président de la Société, de trois vice-présidents, du secrétaire général, du trésorier-archiviste et de six membres, parmi lesquels le conseil choisit lui-même chaque année le secrétaire des séances.

ART. 7.

Le président est élu pour un an, le secrétaire général et le trésorier-archiviste pour trois ans.

Les vice-présidents et les autres membres du conseil sont renouvelés chaque année par tiers, à tour de rôle. Les premières années, le sort désigne le vice-président et les conseillers qui doivent sortir.

ART. 8.

Aucun des membres du conseil, à l'exception du secrétaire général et du trésorier-archiviste, n'est immédiatement rééligible. Toutefois, le président et le vice-président à élire chaque année peuvent être choisis parmi les membres du conseil, ou parmi les membres du bureau sortant.

Les anciens présidents de la Société font de droit partie du conseil.

CHAPITRE II.

Travaux de la Société.

ART. 9.

La Société se réunit une fois par mois. Ses réunions mensuelles sont indépendantes de celles qui pourraient être provoquées extraordinairement, soit spontanément par le conseil, soit sur une demande signée par dix membres au moins de la Société.

ART. 10.

Aucune lecture ne peut être faite sans communication préalable du manuscrit au président, huit jours au moins avant la séance dans laquelle elle doit avoir lieu.

ART. 11.

Est interdite toute lecture qui contiendrait une appréciation quelconque des actes politiques du Gouvernement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou une attaque quelconque contre l'un des cultes reconnus par l'État.

ART. 12.

Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une convocation spéciale, et seulement à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Ces statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État dans sa séance du 30 janvier 1873.

*Le Maître des requêtes,
secrétaire général au Conseil d'État,*

Signé : Alexandre FOUQUIER.

Certifié conforme à l'original annexé au décret du 25 février 1873, déposé aux archives du ministère de l'Instruction publique.

Le Chef du cabinet et du secrétariat,

Signé : E. MANUEL.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

TITRE PREMIER.

Recettes et Dépenses.

ARTICLE PREMIER (1).

Les ressources de la Société comprennent :

1° Le revenu des biens et valeurs de toute nature appartenant à la Société;

2° La cotisation annuelle des membres titulaires, fixée à 25 fr., payables en une seule fois dans les premiers jours de chaque année.

Le rachat de la cotisation annuelle des membres titulaires est fixée, pour l'année 1893, à 300 francs;

3° Le produit des abonnements au Journal et de la vente des collections;

4° Les dons et legs que la Société est autorisée à recevoir;

5° Les subventions qui peuvent lui être accordées.

ART. 2.

Les membres associés ne sont assujettis à aucune cotisation.

Les membres titulaires, ainsi que les membres associés, reçoivent gratuitement le Journal de la Société.

L'abonnement est obligatoire pour les *membres correspondants*.

ART. 3.

Les dépenses de la Société se composent :

1° Des frais de rédaction et d'impression des publications de la Société;

2° Des prix, médailles et autres récompenses que la Société croit devoir accorder pour des travaux imprimés ou manuscrits concernant la statistique;

3° De l'achat de livres, brochures et journaux pour sa bibliothèque;

4° De diverses dépenses d'administration et de bureau.

(1) Modifié par la Société dans sa séance du 21 décembre 1892.

TITRE II.

Admission et Élections.

ART. 4.

L'admission des sociétaires titulaires, associés et correspondants, présentés en conformité des prescriptions de l'article 4 des statuts, a lieu par assis et levé, à la majorité absolue des membres présents ; le vote au scrutin secret est de droit s'il est demandé par trois membres au moins.

ART. 5.

Le Société procède aux élections des membres du bureau et du conseil dans sa réunion du premier samedi (1) de décembre.

ART. 6.

Dans sa réunion de novembre, le conseil dresse la liste des candidats qu'il propose pour les diverses fonctions ; cette liste est communiquée le jour même à la Société par le président. Toute candidature proposée par cinq membres au moins est de droit ajoutée à la liste dressée par le conseil, pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions des articles 5 et 8 des statuts, et transmise au secrétaire général dans les huit jours qui suivront la séance de novembre.

ART. 7.

La liste des candidats aux diverses fonctions est adressée aux membres de la Société huit jours au moins avant l'élection, laquelle aura lieu le premier samedi de décembre (1).

ART. 8.

Les élections ont lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés, et, s'il y a lieu de procéder à un second tour de scrutin, à la majorité relative.

Il est voté au scrutin secret, et chaque bulletin contient autant de noms qu'il y a de membres à nommer.

Les membres de la Société domiciliés dans les départements peuvent envoyer leur vote écrit et clos au président de la Société, mais les membres résidents ne peuvent voter qu'en déposant eux-mêmes leur bulletin dans l'urne.

Le scrutin est dépouillé séance tenante et le résultat proclamé par le président.

(1) Le 3^e mercredi, à partir du mois de janvier 1883, par suite du changement du jour des réunions adopté le 2 novembre 1882.

TITRE III.

Attributions de la Société.

ART. 9.

La Société se réunit en séance ordinaire le premier samedi de chaque mois (1), sur la convocation du secrétaire général.

En dehors des attributions relatives aux admissions et élections énoncées aux articles 4 à 8, elle approuve les comptes du trésorier, sur le rapport de la commission des fonds et archives, et vote le budget de chaque exercice.

ART. 10.

Toute proposition émanant soit d'un ou plusieurs membres de la Société, soit du conseil ou du bureau, qui est prise en considération par la Société, doit être renvoyée à l'examen d'une commission.

TITRE IV.

Attributions du conseil.

ART. 11.

Le conseil se réunit de plein droit le même jour que la Société, immédiatement avant la séance.

Il peut être convoqué extraordinairement par le président.

Il ne peut délibérer que si cinq membres au moins sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité.

ART. 12.

Le conseil administre les affaires de la Société.

Il est représenté, au sein de toutes les commissions nommées en vertu de l'article 10, par le président et le secrétaire général.

Il arrête les budgets et les comptes tels qu'ils doivent être soumis à la Société.

Il choisit chaque année dans son sein une commission des fonds et archives et une commission de publication, composées l'une et l'autre de trois membres.

TITRE V.

Attributions du président et des vice-présidents.

ART. 13.

Le président signe la correspondance de la Société. Il peut, toutefois, pour les affaires ordinaires ou en cas d'absence, déléguer la signature au secrétaire général.

Les diplômes d'admission, ainsi que les procès-verbaux des séances, sont signés par lui et par le secrétaire général.

ART. 14.

En cas de partage dans les délibérations de l'assemblée et du conseil, le président a voix prépondérante.

ART. 15.

En cas d'absence du président, les vice-présidents sont appelés au fauteuil par rang d'ancienneté, et, à ancienneté égale, par rang d'âge. Ils ont alors les mêmes droits et prérogatives que le président.

TITRE VI.

Attributions du secrétaire général
et du secrétaire des séances.

ART. 16.

Le secrétaire général convoque la Société et le conseil.

Il prépare l'ordre du jour de concert avec le président.

ART. 17.

Il assure la rédaction des procès-verbaux des séances de la Société et du conseil, les fait transcrire sur un registre et les signe avec le président; il prépare pour la signature du président la correspondance de la Société et, dans les cas urgents, la signe lui-même par délégation du président. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le secrétaire des séances.

ART. 18.

Le secrétaire général est chargé, *sous le contrôle du président et de la commission de publication*, de tout ce qui concerne les publications de la Société.

ART. 19 (1).

Le secrétaire des séances assiste le secrétaire général pour la rédaction des procès-verbaux des séances de la Société et du conseil. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le plus jeune des membres présents.

(1) Modifié par décision de la Société en date du 15 juin 1892.

TITRE VII.

Attributions du trésorier-archiviste.

ART. 20.

Le trésorier est chargé, sous l'autorité du conseil, de l'encaissement et du placement des fonds de la Société, ainsi que du paiement de ses dépenses régulièrement autorisées et justifiées.

Il signe les quittances de cotisation.

ART. 21.

Il ne garde en caisse que la somme nécessaire pour faire face aux dépenses prévues du mois, et place l'excédent, en compte courant et au nom de la Société, dans un établissement de crédit désigné par le conseil.

ART. 22.

Il place également, au nom de la Société, mais en valeurs mobilières désignées par le conseil et par l'intermédiaire d'un agent de change, tous les fonds de la Société qui ne seraient pas nécessaires à ses dépenses annuelles.

Il remet tous les trois mois au président la balance des comptes et la situation de la caisse.

ART. 23.

En dehors du budget, aucune dépense ne peut être faite sans l'autorisation du conseil; toutefois, la commission des comptes peut autoriser les dépenses urgentes et jusqu'à la concurrence d'une somme de cent francs au plus, mais à la condition, en cas de doute sur l'urgence, et si la dépense lui paraît engager une question de principe, d'en référer au conseil.

ART. 24.

Chaque année, le trésorier prépare et soumet au bureau, quinze jours au moins avant la séance de janvier :

1° Le compte financier détaillé de l'exercice expiré, avec les pièces à l'appui;

2° Le budget des recettes et dépenses de l'exercice courant, d'après les résultats connus et constatés de l'année précédente.

Ce compte et ce budget, arrêtés par le conseil, après révision de la commission des comptes, sont soumis à l'assemblée à sa prochaine réunion.

ART. 25.

Le trésorier conserve, pendant trois années au moins, les pièces justificatives de sa comptabilité;

elles sont ensuite déposées aux archives de la Société.

ART. 26 (1).

Les archives de la Société sont placées dans les attributions du trésorier-archiviste, *sous la surveillance de la commission des fonds et archives.*

Le dépouillement des livres, le service de la bibliothèque et la tenue à jour du catalogue, sans préjudice des fonctions d'un bibliothécaire spécial,

(1) Modifié par décision de la Société en date du 15 juin 1892.

sont dans les attributions du secrétaire général, sous le contrôle du président et du conseil de la Société.

Disposition transitoire.

ART. 27.

Le présent règlement entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1873.

Le Président de la Société,
ERNEST BERTRAND.

Le Secrétaire général,
T. LOUA.

II.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

Composition du Bureau pour l'année 1893.

Président. MM. Adolphe COSTE.

Vice-Présidents. . . . Alfred NEYMARCK, directeur-propriétaire du journal *Le Rentier*.
Auguste VANNACQUE, administrateur des postes et télégraphes, directeur de la Comptabilité.
Paul CHALVET, directeur de *La Foncière*, administrateur du Comptoir national d'escompte de Paris.

Secrétaire général. . . MM. Émile YVERNÈS, chef de division honoraire au Ministère de la Justice, 17, rue de Boulainvilliers (Paris-Passy).

Trésorier-archiviste. . Jules ROBÿNS, 5, rue Bridaine, à Paris-Batignolles.

Membres du conseil. . . Léon DONNAT, ancien Conseiller municipal.
Edmond FLECHEY, chef de la statistique agricole décennale, au Ministère de l'agriculture.
D^r Jacques BERTILLON, chef des travaux de la statistique municipale de la ville de Paris.
Armand LIÉGEARD, sous-chef de bureau au Ministère du commerce et de l'industrie.
Yves GUYOT, député, ancien Ministre des travaux publics.
BEAURIN-GRESSIER (L. L.), chef de division au Ministère des travaux publics.

III.

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

AU 1^{er} JANVIER 1893.

MEMBRES D'HONNEUR

MM. CARNOT, *Président de la République.*

COMTE FERDINAND DE LESSEPS, 21, avenue Montaigne, à Paris.

Membres titulaires (M. P., membres à vie).

ANNÉES ¹ d'admission.	MM.
1883	Amiot (Henri), ingénieur civil, 4, rue Weber (Porte Maillot).
1884 M. P.	Andrieux, ancien député, 32, avenue Friedland.
1881 M. P.	Anthoine (Ed.), ingénieur, chef des travaux graphiques au Min. de l'intérieur, 8, rue Treilhard.
1890 M. P.	Arnaud, inspecteur divisionnaire de la compagnie d'assurances contre l'incendie <i>L'Union</i> , 94, boulevard Raspail.
1889	Arnaudeau, chef de la stat. à la Comp ^{ie} transatlantique, 43, rue Jouffroy.
1882 M. P.	Balsan (Charles), député, 8, rue de la Baume.
1876	Barbier (Victor), ancien direct. des douanes, villa Campanus, à Aix-les-Bains.
1882 M. P.	Bardy (Ch.), dir. des laboratoires des cont. ind., 26, rue du Général-Foy.
1882 M. P.	Baume (Charles), ing. en chef des ponts et chaussées, 21, rue de la Pompe.
1886	Baudry (L.), directeur général de la <i>Mutuelle de New-York</i> (assurances sur la vie), 20, boulevard Montmartre.
1864 M. P.	Bavelier (A.), 1, rue de la Ville-l'Évêque.
1869 M. P.	Beaurin-Gressier (L. L.), chef de div. au Min. des trav. publics, 40, boul. Raspail.
1891	Bellet (Daniel), publiciste, rédacteur à l' <i>Économiste français</i> , 51, rue Monge.
1890	Bellom (Maurice), ingénieur des mines, 24, place Malesherbes.
1884	Berger (Georges), député, 8, rue Legendre.
1860 M. P.	*Berger-Levrault (Oscar) [1], imprimeur-éditeur, à Nancy.
1888	Bernard (François), prof ^r à l'École d'agric., 10, rue Jeu-de-Ballon, à Montpellier.
1882	Bernard (R.), directeur de la Banque maritime, 2, rue Chaptal.
1888	Berr (Émile), publiciste, 11, rue Condorcet.
1889 M. P.	Bertillon (Alphonse), chef du service anthropométrique à la préfecture de police, 51, avenue de l'Observatoire.
1882 M. P.	Bertillon (D ^r Jacques), chef des trav. de la statist. munic. de la ville de Paris, 24, rue de Penthièvre.
1882 M. P.	Bertrand (A.), directeur de la <i>Correspondance républicaine</i> , 7, rue Saint-Louis (Versailles).
1873 M. P.	Bertrand (Ed.), avocat général à la Cour de cassation, 29, boul. Malesherbes.
1882	Besaucèle (de), rédacteur au Min. du commerce et de l'industrie, 141, rue Saint-Dominique.

(1) L'astérisque indique les membres fondateurs (année 1860).

MM,

- 1889 M. P. Béthouard, ing. civil, prés^t du Trib. de com. de Chartres, à Chartres et 86, avenue de Wagram, à Paris.
- 1881 Bienaimé (Gustave), chef du bureau des archives du Min. des finances, 13, rue des Saints-Pères.
- 1882 Billotte (J. B.), secrétaire général à la Banque de France, 2, rue Radziwill.
- 1860 M. P. *Bing-Bénard (Alfred), ancien consul, 26, rue de Naples.
- 1886 Biollay (Léon), 90, boulevard Pereire.
- 1884 M. P. Bischoffsheim, ancien député, 3, rue Tailbout.
- 1879 Bivort (A.), directeur du *Bulletin des Halles et Marchés*, 33, rue J.-J.-Rousseau.
- 1885 M. P. Bonaparte (S. A. le prince Roland), 22, cours la Reine.
- 1883 M. P. Bonthoux-Laville (Francisque), 15, rue Montaigne.
- 1890 Bourdelongue, rédacteur au Ministère des postes et télégraphes, secrétaire de la commission du Congrès postal international, 103, rue de Grenelle.
- 1885 Bourgeois (Léon), Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, 50, rue Pierre-Charron.
- 1887 M. P. Bouteille (D^r), dir.-méd. en chef de l'asile d'aliénés de Braqueville-Toulouse.
- 1883 M. P. Boutin (Émile), cons^{er} d'État, dir. gén. des cont. dir., 174, rue de Rivoli.
- 1882 Brelay (Ernest), publiciste, ancien conseiller municipal, 35, rue d'Offémont.
- 1891 Breton (Georges), chef du bureau des caisses d'épargne et des tontines au Ministère du commerce et de l'industrie, 3, place des Victoires.
- 1891 M. P. Burrell (Charles), banquier, 5, rue Montaigne.
- 1881 M. P. Caignon (L.), chef de bur. au Min. des fin., à Villiers-le-Bel (S.-et-O.).
- 1877 Calary, président de chambre à la cour d'appel de Paris, 11, quai d'Orsay.
- 1889 Carraby (Caliste), administrateur du Comptoir d'escompte, 14, rue Pigalle.
- 1891 Cassano (Prince de), président de la Société internationale pour l'étude des questions d'émigration, 54, rue de Bassano.
- 1892 Cayla, rec. des finances, à Segré (Maine-et-Loire) et 21, rue du Cherche-Midi.
- 1882 M. P. Cérissier (Charles), ancien directeur de l'Intérieur au Gabon-Congo, 6, rue Antoine-Roucher (Auteuil).
- 1884 M. P. Cernuschi (Henri), 7, rue Vélasquez.
- 1882 M. P. Chailley-Bert, avocat, publiciste, 12, avenue Carnot.
- 1892 Challamel (Jules), avocat, docteur en droit, 7, rue Rouget-de-l'Isle.
- 1886 Chalvet (Étienne), administr. à la dir. de l'enreg., 19, rue de Bourgogne.
- 1886 M. P. Chalvet (Paul), directeur de la *Foncière*, administrateur du Comptoir national d'escompte de Paris, 366, rue Saint-Honoré.
- 1889 Chauvin (Jules), rédacteur au Ministère des finances, 40, rue Monge.
- 1874 M. P. Chervin (D^r Arthur), 82, avenue Victor-Hugo.
- 1877 M. P. Cheysson (Émile), inspecteur général des ponts et chaussées, professeur à l'École des mines, 115, boulevard Saint-Germain.
- 1882 M. P. Choquet (D^r Éd.), 13, rue de Seine.
- 1883 M. P. Christophle (Al.), député, gouverneur du Crédit foncier, 19, place Vendôme.
- 1882 Ciezkowski (Comte Auguste), à Wierzenica, près Posen.
- 1882 Clamageran (J.-J.), sénateur, 57, avenue Marceau.
- 1890 Clark (Henri-James), chef du bureau de la statistique de Trinidad, membre de la Société de statistique de Londres.
- 1882 M. P. Cochery (Adolphe), sénateur, ancien ministre, 38, avenue d'Iéna.
- 1882 M. P. Cochery (Georges), député, 38, avenue d'Iéna.
- 1890 Colbert-Laplace (Comte de), député, 60, rue des Saints-Pères.
- 1884 M. P. Colin (Armand), éditeur, 174, boulevard Saint-Germain.
- 1887 Compagnie d'assurances sur la vie *le Phénix*, 33, rue Lafayette.
- 1884 Cornuault (Émile), ingénieur civil, 21, rue de Madrid.
- 1884 Coste (Adolphe), publiciste, 4, cité Gaillard (rue Blanche).
- 1862 M. P. Cotard (Charles), ingénieur, 35, boulevard Haussmann et au Valandre par Pléneuf (C.-du-N.).
- 1885 M. P. Cottin-Angar, président du Syndicat des assurances mutuelles, 9, rue Royale.
- 1883 Colonjon (Fernand de), chef de bureau de l'enr. et des domaines, 57, rue de Bourgogne.
- 1884 Crisenoy (Jules de), ancien Conseiller d'État, 8, villa Said.
- 1882 Crozes, ancien administrateur des contr. indirectes, 8, rue Castiglione.

MM.

- 1890 Daubrée, attaché au Ministère de l'intérieur, 10, rue du Commandant-Rivière.
1881 Dechaud (Ch.), administrateur des contr. indir., 2, rue Vatteau, à Courbevoie.
1891 Delatour (Albert), chef du service du contentieux au Ministère des finances, agent judiciaire du Trésor, 19, quai Bourbon.
1882 M. P. Delboy (P. A.), cons. général de la Gironde, 84, rue de Pessac, à Bordeaux.
1892 M. P. Desjardins (François), com. princ. au Ministère des finances, 40, rue du Four.
1882 M. P. Desplanques, trésorier-payeur général du Pas-de-Calais, à Arras.
1882 M. P. Desprès (D^r Armand), député, 3, rue Jacob.
1885 Desroys du Roure, percepteur à Biarritz.
1882 M. P. Dietz-Monnin, sénateur, 38, rue La Bruyère.
1882 M. P. Dollfus (E.), banquier, 6, rue Favart.
1890 Donnat (Léon), ancien conseiller municipal, 11, rue Chardin.
1882 M. P. Donnet (D^r), sénateur, 161, rue Saint-Jacques.
1886 M. P. Ducret, prés^t de la Chambre syndicale des Industries div., 15, rue de Bruxelles.
1885 M. P. Ducrocq (Th.), correspondant de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris, 12, rue Stanislas.
1884 Duhamel (Henri), publiciste, 31, rue de Tocqueville.
1888 Dujardin-Beaumetz (J.), ingénieur civil, 5, avenue Victor-Hugo.
1883 Dulaurier, réd^t au Min. du commerce et de l'industrie, 109, rue de Grenelle.
1882 M. P. Dreyfus (Auguste), banquier, 3, avenue Ruysdaël.
1879 Dreyfus (Camille), député, directeur politique de la *Nation*, 3, quai Voltaire.
1885 M. P. Eggermont (Comte d'), conseiller d'ambassade à la légation de Belgique à Saint-Petersbourg.
1882 Essars (Pierre des), sous-chef à la Banque de France, 14, rue d'Édimbourg.
1892 Faculté (La) de droit de Paris.
1892 Faure (Fernand), professeur de statistique à la Faculté de droit de Paris, 83, rue Mozart.
1891 Ferrié, chef des bureaux de la Compagnie d'assurances *l'Union*, 138, boulevard Pereire.
1868 M. P. Flechey (Edmond), chef de la statistique agricole, au Ministère de l'agriculture, 25, rue de la Collégiale.
1891 Fleury (Jules), ingénieur civil, 12, rue du Pré-aux-Clercs.
1891 M. P. Fontaine (Arthur), ing. des mines, attaché à l'Office du travail, 64, rue des Mathurins.
1889 M. P. Fontaine (Louis), actuaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, 109, rue du Bac.
1882 M. P. Fould (Henri), exportateur, 30, Faubourg-Poissonnière.
1882 Fournier de Flaix, publiciste, 45, rue Brancas, à Sèvres.
1887 Fravaton, inspecteur de l'enregistrement et du timbre, à Bougival.
1878 M. P. Foville (Alfred de), chef du bureau de Statistique et législation au Min. des finances, prof. au Conserv. des arts et métiers, 60, rue des Saints-Pères.
1881 Foyot (Louis), chef de bureau au Min. des finances, rue de Rivoli.
1882 GaiFFE, publiciste, 152, avenue des Champs-Élysées.
1882 Gauwain (Paul), sous-gouverneur du Crédit foncier, 9, rue de la Planche.
1869 M. P. Gomel (Charles), anc. maître des requêtes au Conseil d'État, 1, rue de la Ville-l'Évêque.
1884 M. P. Goupy (Edmond), conseiller général de Seine-et-Oise, 4, rue de Berry.
1883 M. P. Graff, attaché à la Caisse des dépôts et consignations, 33, avenue de la Tour-Maubourg.
1883 M. P. Gravier (Charles), insp. princ. de la C^e de l'Ouest, 118, rue Saussure.
1888 Grosseteste-Thierry, industriel, 3, rue Crevaux.
1882 Groualle (Victor), anc. prés. de section au Conseil d'État, 256, boulevard Saint-Germain.
1890 Gruner, ingénieur civil des mines, 6, rue Férou.
1886 M. P. Guinier, inspecteur des contributions directes, à Bourg (Ain).
1882 M. P. Guinot, sénateur, 17, rue de Lisbonne.
1876 M. P. Guyot (Yves), député, ancien ministre des Travaux publics, 95, rue de Seine.
1882 M. P. Halphen (Salomon), 2, rue Blanche.

MM.

- 1886 M. P. Haranger (Ferdinand), 174, boulevard Saint-Germain.
1889 Harbulot (Maurice), publiciste, 119, rue de Cambronne.
1884 M. P. Hartmann (Georges), 14, quai de la Mégisserie.
1885 Hennequin (Félicien), sous-chef au Min. de l'intérieur, 40, rue de Bourgogne.
1882 Hérault (Alf.), cons.-maître à la Cour des comptes, 1, rue Pierre-Charron.
1884 M. P. Hérisson, conseiller à la Cour de cassation, 56, rue Madame.
1892 Hervé (D^r), professeur à l'École d'anthropologie, 8, rue de Berlin.
1882 M. P. Hiernaux (Léon), ingénieur civil, 11, rue de Javel.
1892 Houdard (Adolphe), sec. général du bureau d'études parlementaires, 20, rue d'Orléans (Neuilly-sur-Seine).
1885 Hugo (Comte Léopold), 14, rue des Saints-Pères.
1881 M. P. Jakchitch (Wladimir), directeur de la statistique à Belgrade (Serbie).
1889 Joly (Henri), professeur au Collège de France, 106, rue de Rennes.
1879 M. P. Jude (Edmond), chef de bureau de la C^o du Gaz, 93, rue de Maubeuge.
1860 M. P. *Juglar (D^r Clément), membre de l'Institut, 167, rue Saint-Jacques.
1882 Keller (Octave), ingénieur en chef des mines, 3, quai Malaquais.
1886 M. P. Kergall, directeur de la *Revue économique et financière*, 7, avenue d'Antin.
1892 Kernbach, licencié en droit, chargé de mission du Gouv^t roy. de Roumanie, 3, rue Clotaire.
1887 Kœchlin (Camille), 12, rue Léonce-Reynaud.
1884 Kunckel d'Herculais (J.), assistant au Muséum, 20, villa Said.
1882 Labry (Le Comte F. O. de), inspect. gén. hon. des Ponts et Chaussées, 51, rue de Varenne, à Paris, et à Aulnois, par Fresnes-en-Voëvre (Meuse).
1877 Lafabrègue (René), anc. dir. de l'hospice des Enfants assistés, 18, rue du Parc, villa Memoris, n^o 5, à Fontenay-sous-Bois (Seine).
1882 M. P. Laisant, député, 162, avenue Victor-Hugo.
1860 *Lalande (Armand), ancien député, 130, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
1882 M. P. Lamane (Henri), chef de bureau au Crédit foncier, 95, boulevard Saint-Michel.
1860 M. P. *Lamé-Fleury, conseiller d'État, 62, rue de Verneuil.
1883 M. P. Larclause (Gén. Savin de), à Saint-Martin-la-Rivière, par Chauvigny (Vienne).
1884 M. P. Larrañaga y Loyola (Luis), ingénieur à Lina (Pérou).
1882 Laszloy (Albert), sous-chef de bureau au Min. des finances, 39, rue Gabrielle, à Charenton (Seine).
1890 Laugier, bibliothécaire du Min. du com^o et de l'industrie, 51, rue Bonaparte.
1887 Lazarus (A.), publiciste, 14, rue de la Perle.
1890 M. P. Lazarus (E.), directeur à Paris de la Banque russe pour le commerce à l'étranger, 42, rue de Lubeck.
1883 M. P. Lebey, directeur de l'*Agence Havas*, 34, rue N.-D.-des-Victoires.
1885 Lechartier, publiciste, 97, rue de la Pompe.
1881 Leclerc, sénateur, 78, rue d'Assas.
1888 Lédé (D^r), 26, rue François-Miron.
1883 M. P. Leguay (Baron Albert), sous-gouverneur du Crédit foncier, 23, rue d'Astorg.
1882 M. P. Lemerrier (Abel), anc. conservateur des hypothèques, 90, rue d'Assas.
1876 Lemerrier (Marcel), secrétaire de la dir. des Chemins de fer de l'Est, 16, rue de Marignan.
1881 Leroy (Nestor), administrateur des douanes au Min. des fin., 26, rue Dauphine.
1878 Leroy-Beaulieu (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, directeur de l'*Économiste français*, 27, avenue du Bois-de-Boulogne.
1881 Letort (Charles), conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, 61, avenue de Wagram.
1863 M. P. Levasseur (Émile), membre de l'Institut, professeur au Collège de France et au Conservatoire des arts et métiers, 26, rue Monsieur-le-Prince.
1883 M. P. Lévêque, député, 13, rue de la Trémoille.
1882 M. P. Leviez (Ernest), doct. en droit, dir. de l'*Urbaine*, 27, r. du Mont-Thabor.
1882 M. P. Leys (Ernest), négociant, 27, boulevard de Courcelles.
1882 Lévy (Raphael-Georges), professeur à l'École des Sciences politiques, 80, rue de Courcelles.

MM.

- 1882 M. P. Liégeard (Armand), sous-chef de bureau au Ministère du commerce et de l'industrie, 28, rue de Varenne.
- 1882 Limet (Félix), correspondant de l'*Athénée louisianais*, 6, rue Saint-Georges.
- 1882 Limousin (Ch. M.), directeur de la *Revue du mouvement social* et du *Bulletin des sommaires*, 44, rue Beaunier.
- 1885 M. P. Lisle (René), ancien inspecteur des finances, 3, rue Boccador.
- 1885 M. P. Lodin de l'Épinay (Arthur), ingénieur des mines, professeur de métallurgie à l'École nationale supérieure des mines, 4, avenue du Trocadéro.
- 1864 M. P. Loua (Toussaint), chef de division honoraire de la Statistique générale de France, Secrétaire général honoraire de la Société, 110 rue de l'Université.
- 1890 Louis (D^r A.), à Roville, par Bayon (Meurthe-et-Moselle).
- 1889 Lyon-Caen (Ch.), professeur à la Faculté de droit de Paris, 13, rue Soufflot.
- 1883 M. P. Magnin (Joseph), sénateur, gouverneur de la Banque de France, rue de la Vrillière.
- 1883 Martin (D^r A. J.), inspecteur général de l'assistance et de l'hygiène publiques, 3, rue Gay-Lussac.
- 1865 M. P. Martin (D^r de) fils, à Narbonne.
- 1891 Martin-Dupray, actuaire de la Compagnie d'assurances générales, 11, rue de la Condamine.
- 1890 Martin (Georges), membre de la commission de contrôle au Comptoir d'Escompte de Paris, 9, rue d'Astorg.
- 1881 M. P. Martinet (Camille), conseiller à la cour d'appel de Paris, 59, boul. Suchet.
- 1892 Massigli, professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris, 24, avenue de l'Observatoire.
- 1882 Méliodon (Philibert), secrétaire général et administrateur du Crédit foncier, 19, place Vendôme.
- 1889 M. P. Melon (Paul), banquier, 24, place Malesherbes.
- 1892 M. P. Mercet (Émile), administrateur du Comptoir national d'Escompte de Paris, 2, avenue Hoche.
- 1888 Mercier (Eugène), membre de la Chambre de commerce de Reims, à Épernay.
- 1868 M. P. Mesnil (D^r du), médecin de l'asile national de Vincennes, 14, rue du Cardinal-Lemoine.
- 1860 M. P. *Metternich-Winnebourg (S. A. le prince Richard de), Rennweg, à Vienne (Autriche).
- 1882 M. P. Michaut (Gabriel-Alphonse), secrétaire général du *Petit Journal*, 64, rue Condorcet.
- 1891 Miquel (V.), rédacteur à la statistique générale de France, 15, rue Lebon (aux Ternes).
- 1892 M. P. Mirabaud (Paul), banquier, 27, rue Taitbout.
- 1884 M. P. Mouat (Frédéric-John), inspecteur local du Gouvernement, ancien président de la Société royale de statistique de Londres, 12, Durham Villa, Kensington W., Londres.
- 1886 Nacian (J. J.), professeur d'économie politique à l'École d'architecture, contrôleur des douanes au Ministère des finances, à Bucharest (Roumanie).
- 1890 Ney (Napoléon), explorateur, 156, boulevard Malesherbes.
- 1883 M. P. Neymarck (Alfred), directeur-propriétaire du journal *Le Rentier*, 18, r. Vignon.
- 1860 M. P. *Niobey (D^r), maire d'Hambye, par Gavray (Manche).
- 1890 Noguès (Frédéric), directeur de *La Famille française*, société anonyme de prévoyance maternelle, 19, rue Drouot.
- 1882 M. P. Norberg (Jules), imprimeur-éditeur, à Nancy.
- 1884 M. P. Normand-Dufie (D^r Sixte), à Royan.
- 1892 Nourry (Claudius), publiciste, 17, rue Guersant.
- 1882 Obreen (Hermann), ingénieur, 98, avenue Niel.
- 1883 Osiris, banquier, 9, rue La Bruyère.
- 1881 Pallain (Georges), cons. d'État, direct. gén. des douanes, 12, quai de Billy.
- 1885 M. P. Panhard (René), manufacturier, 5, rue Royale.
- 1892 Pardon (Noël), gouverneur et membre du Conseil supérieur des Colonies, 53, rue de Rome.

MM.

- 1886 Parmentier (Charles), 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
1889 M. P. Parmentier (Léonce), directeur des contributions directes, à Lyon.
1882 M. P. Parizot (Ernest), agent de change, 8, rue de la Michodière.
1892 Pasquier-Vauvilliers, rédacteur à la Caisse des dépôts et consignations, 17, rue Saint-Dominique.
1880 M. P. Passy (Edgard), ancien secrétaire d'ambassade, 27, avenue de Messine.
1877 M. P. Passy (Louis), député, 45, rue de Clichy.
1882 M. P. Pépin (Louis), trésorier-payeur général, à Cahors.
1864 M. P. Péreire (Eugène), ancien député, 45, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
1883 Persin (Edouard), receveur des finances, à Épernay.
1872 M. P. Philippe (Léon), 23 bis, rue de Turin.
1860 M. P. *Piogey (Julien), ancien juge de paix du 17^e arrondiss., 24, r. Saint-Georges.
1890 M. P. Plassard (Jules), administrateur du Crédit foncier, directeur du *Bon Marché*, 75, rue Claude-Bernard.
1892 M. P. Poincaré, député, 29, rue de Bourgogne.
1888 M. P. Prunget (Joseph), rédacteur au Ministère du commerce, 2, rue d'Auteuil.
1889 M. P. Quevillon (Léon-Ferrand), commandant d'état-major, breveté, chef de bataillon au 119^e de ligne, 12, avenue Bosquet, à Paris, et 178, boulevard de Strasbourg, au Havre.
1884 M. P. Raffalovich (Arthur), conseiller d'État (Russie), 15, avenue Hoche.
1885 Rameau (Paul Chevrey-), sous-dir. au Min. des aff. étrangères, 23, r. Blanche.
1860 M. P. *Rapin (Amédée), à Levet (Cher).
1882 Récipon (Émile), ancien député, 39, rue de Bassano.
1868 M. P. Renaud (Georges), directeur de la *Revue géographique internationale*, 76, rue de la Pompe, à Passy.
1892 Revoil, chef du Cabinet du Ministre de l'agriculture, 78, rue de Varenne.
1885 M. P. Reynaud (Joseph), ancien dir^r au Min. de l'intérieur, 66, rue de Miroménil.
1883 Risler (Charles), maire du 7^e arrondissement, 39, rue de l'Université.
1860 M. P. *Robÿns (Jules), trésor. de la Société française de tempérance, 5, rue Bridaine.
1890 Rochetin (Eugène), publiciste, 39, rue Gros.
1891 Roux (Paul), sous-chef du bureau d'hygiène au Ministère de l'intérieur, 20, boulevard des Invalides.
1889 Roux (Jean-Paul), dir^r-prop^{re} de journaux industriels, 53, rue Vivienne.
1873 P. M. Rouyer (D^r Jules), ancien maire de Laigle (Orne).
1882 Ruau, directeur général honoraire des monnaies, 7, rue Pharaon, à Toulouse.
1891 Sabatier (Jules), négociant, publiciste, 233, rue Saint-Martin.
1882 M. P. Saint-Genis (Flour de), conservateur des hypothèques, 12, rue Gaillon.
1892 Safranque (Léon), sous-insp. de l'enseignement, 31, rue de Tocqueville.
1863 M. P. Santos (S. E. J. don José Emilio de), président du Conseil de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, à Madrid (Espagne).
1882 Sarrien, député, ancien ministre, 22, avenue de l'Observatoire.
1882 Sartiaux (A.), ingénieur en chef des ponts et chaussées, 73, rue de Maubeuge.
1838 M. P. Saury (D^r Honoré), 23, quai de Suresnes, à Suresnes.
1883 Sauvage (de), professeur au Conservatoire des arts et métiers, 12 r. Barbette.
1883 M. P. Say (Léon), de l'Académie française, député, 21, rue Fresnel.
1882 M. P. Schelle (A.), chef de division au Ministère des travaux publics, 13, boulevard des Batignolles.
1865 M. P. Séré (D^r de), insp. du serv. de la vérification des décès, 4, rue Desbrosses.
1882 Siegfried (Jacques), banquier, 18, rue Murillo.
1882 Siegfried (Jules), député, Ministre du commerce et de l'industrie, 6, rond-point des Champs-Élysées.
1884 M. P. Smith (S. E. L. O.), sénateur, 4, rue Blasieholmshammen, à Stockholm.
1889 Sol (Paul-Lucien), chef du bur. de la statistique minérale, 44, rue Villejust.
1882 M. P. Swarte (Victor de), trésorier-payeur général, à Melun.
1883 P. M. Tarry (Harold), ancien inspecteur des finances, 6, rue de Bagneux.
1885 M. P. Thierry-Mieg (Charles), manufacturier, 2, rue de Fenthièvre.
1888 M. P. Thomereau (A.), au château de Gueptant, par Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).

MM.

- 1882 Thulié (D^r), ancien prés. de la Soc. d'anthropologie, 31, boul. Beauséjour.
1884 Tinière (A.), 127, boulevard Péreire.
1882 Tisserand (Eugène), directeur de l'agriculture, 17, rue du Cirque.
1891 M. P. Toqué (Alf.), ing. des mines, attaché à l'Office du trav., 2, pl. Saint-Sulpice.
1884 Trélat (Émile), député, directeur de l'École d'architecture, 17, rue Denfert-Rochereau.
1882 Trystram (J.-B.), sénateur, 95, rue de Rennes.
1887 Turquan (Séb.), sous-chef de bur. au Min. de l'int., 36, rue de Penthièvre.
1882 M. P. Turquan (Victor), chef du bureau de la Statistique générale de France, 13 bis, avenue de la Motte-Piquet.

1867 Vacher (D^r Léon), ancien député, 52, rue du Faubourg-Saint-Martin.
1883 Vannacque (Auguste), administ. des postes et télégr., 40, rue Saint-Placide.
1884 Vauthier (L. L.), ingénieur, 41, rue Spontini.
1892 M. P. Yvasseur (Jacques), docteur en droit, 1, rue Gay-Lussac.
1882 Vergniaud (Jean-Gabriel), ancien secrétaire général de la préfecture de la Seine, 126, boulevard Saint-Germain.
1882 Villard, ingénieur civil, 138, boulevard Malesherbes.
1884 M. P. Villey (Edmond), doyen de la Faculté de droit, 58, rue Bicoquet, à Caen.

1882 Waddington (Richard), sénateur, 41, rue François I^{er}.
1882 M. P. Warin (Calixte), percepteur à Maubeuge (Nord).
1882 Warnier (Jules), ancien député, membre de la Chambre de commerce, rue Andrieux, à Reims.
1888 M. P. Warnier (L. C.) directeur du *Moniteur des assurances*, 48, rue Laffite.
1892 Watson, anc. insp. des agences étrang. du Crédit lyonnais, 17, rue de Calais.
1877 M. P. Wilson (Daniel), ancien député, 2, avenue d'Iéna et au château de Mountains.
1892 Worms (Émile), correspondant de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Rennes, 35, rue Quincampoix.

1881 Yvernès (Émile), chef de division honoraire au Ministère de la justice, 17, rue de Boulainvilliers, Passy.
1884 M. P. Yvernès (Maurice), sous-chef de bureau au Ministère de la justice, 17, rue de Boulainvilliers, Passy.

1882 M. P. Zens (Paul), ingénieur, directeur des Chemins de fer départementaux, 203 bis, boulevard Saint-Germain.

Membres correspondants.

MM.

- 1888 Cook (Arthur J.), directeur de la Société d'assurances sur la vie *la Victoria*, Memorial Hall Buildings, Farrington, street, E. C., à Londres.
1892 Frederiksen, ancien membre du Parlement danois, ancien professeur d'économie politique à l'Université de Copenhague, 33, rue Meslay.
1884 Grandeau, doyen hon^{re} de la Faculté des sciences de Nancy, 3, quai Voltaire, Paris.
1889 Lelièvre, directeur de la *Mutuelle française*, au Mans (Sarthe).
1892 Mine (Albert), consul de la République Argentine, à Dunkerque (Nord).
1884 Rivera y Valenzuela (don Juan), chef des travaux statistiques de la province, à Huesca (Espagne).
1873 Serret (Jules), direct. de la Comp. mar. *Gironde-Garonne*, rue Lalande, à Agen (Lot-et-Garonne).
1892 Vital-Cuinet, secr. gén. de la Dette publique ottomane, à Constantinople.
1892 Wood (Stuart), trés. de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales, 1620, Locust street, à Philadelphie.

Membres associés.

MM.

- 1883 Amici-Bey (Frédéric), ingénieur, au Caire (Égypte).
- 1882 Barclay (Thomas), avocat du barreau de Londres, 25, boulevard des Italiens.
- 1878 Becker, ancien chef de la statistique de l'empire d'Allemagne, à Berlin.
- 1883 Bengolea (Ismael), chef de la division de statistique à Buenos-Ayres.
- 1883 Besso (Marco), secrétaire général des assurances générales de Venise-Trieste, membre de l'Institut des actuaires de Londres, à Trieste.
- 1883 Blenck (Ch.-J.-E.), conseiller intime supérieur, chef de la statistique du royaume de Prusse, 28, Lindenstrasse, S. D. à Berlin.
- 1878 Bodio (Le commandeur Luigi), dir. gén. de la statist. du royaume d'Italie, à Rome.
- 1878 Bosch-Kemper (G. de), secrétaire général du Ministère du commerce et industrie, rue Bankaert, à La Haye.
- 1886 Broxkrom, directeur de la statistique à Helsingfors (Finlande).
- 1884 Caillard (A.), directeur général des douanes à Alexandrie (Égypte).
- 1886 Cazazis (Nicolas), professeur d'économie politique à Athènes (Grèce).
- 1878 Cinque (Marquis de), Palais Cinque, rue Colonna, à Rome.
- 1882 Colucci Pacha (S. Exc. le docteur baron Antoine), ex-président de l'intendance sanitaire d'Égypte et de l'Institut égyptien, 17, via dei Mille, à Rome.
- 1883 Coni (Emilio), ancien directeur de la statistique à La Plata.
- 1882 De Laveleye (Georges), rédacteur en chef du *Moniteur des intérêts matériels*, 6, rue de la Banque, à Bruxelles.
- 1884 Delon (Eugène), photographe, 57, rue d'Alsace-Lorraine, à Toulouse.
- 1884 Département du Trésor, à Washington, U. S.
- 1878 Directeur (Le) de la statistique du royaume de Bavière, à Munich.
- 1879 Directeur (Le) de la stat. off. d'Espagne, au Ministère du Fomento, à Madrid.
- 1878 Directeur (Le) de la statistique de la ville de Hambourg (D^r Koch).
- 1880 Directeur (Le) du bureau de statistique de la Ville de Palerme (Sicile).
- 1878 Directeur (Le) du bureau royal de statistique des Pays-Bas, à La Haye.
- 1878 Directeur (Le) de la statist. au Min. de l'intérieur de Roumanie, à Bucharest.
- 1878 Directeur (Le) de la statistique du royaume de Saxe, à Dresde.
- 1878 Directeur (Le) de la statistique du royaume de Wurtemberg, à Stuttgart.
- 1886 Domis de Semerpont, secr. gén. au Ministère de la justice, à Bruxelles.
- 1861 Engel (D^r), conseiller intime, à Oberlössnitz-Radebeul, près Dresde.
- 1882 Engelbronner (G.-C.-E. d^r), secr. gén. de la Société néerlandaise contre l'alcoolisme, ancien secr. gén. au Min. de la justice, 30, Gedempte-Burgwal, à La Haye.
- 1885 Erben (Joseph), dir. du bur. communal de statistique de la ville capitale de Prague.
- 1874 Faider (Charles), ancien ministre de la justice, président honoraire de la Commission centrale de statistique, 67, rue du Commerce (quartier Léopold), à Bruxelles.
- 1878 Gad (Marius), directeur de la statistique officielle à Copenhague.
- 1879 Giffen, directeur du *Board of Trade*, à Londres.
- 1885 Hancock (Charles), membre de la Société de statistique de Londres, 125, Queen's Gate.
- 1883 Haytter (H.), directeur du Bureau de statistique de l'Australie du Sud à Victoria, à Melbourne (Australie).
- 1889 Herrera (Guillermo), sous-directeur de la statistique du Mexique, à Mexico.
- 1878 Ignatius (Ch. Em. F.), docteur en philosophie, sénateur à Helsingfors (Finlande)
- 1885 Inama-Sternegg (von), président de la Commission cent. de stat., à Vienne (Autriche).
- 1875 Janhson (Jules-Ed.), directeur de la statistique municipale de Saint-Petersbourg.
- 1872 Janssens (E.), inspecteur en chef du service d'hygiène, 21, rue du Lombard, à Bruxelles.

MM.

- 1885 Kauffmann (D^r H.), à Saint-Pétersbourg.
 1878 Kiaër (A. N.), chef de la statistique générale, à Christiania (Norvège).
 1878 Kőrösi, directeur de la statistique municipale de Buda-Pesth (Hongrie).
 1878 Kummer (D^r J. J.), directeur du bureau fédéral des assurances, à Berne.
 1884 Latzina (F.), directeur de la statistique nationale argentine, à Buéno-Ayres.
 1877 Lebon (Léon), 116, rue de la Loi, à Bruxelles.
 1883 Leemans (Hubert), directeur général au Ministère de l'intérieur, 244, rue de la Loi, à Bruxelles (Belgique).
 1883 Lefebvre (D^r), doyen de la Faculté de médecine à l'Université de Louvain, 24, rue des Marais, à Louvain.
 1883 Leyffler (D^r), directeur du service de la Caisse d'épargne postale en Suède, à Stockholm.
 1885 Lopez Lombra (don Ramon), officier supérieur du Ministère de la justice, des cultes et de l'instr. publ. de la République orientale de l'Uruguay, à Montevideo.
 1890 Louriotis (E.), chef du bureau de statistique au Ministère de l'intérieur, à Athènes.
 1882 Luzzatti (le Commandeur), ancien ministre des finances, à Rome.
 1885 Martin (John Biddulph), 17, Hydepark-Gate, Londres, S. W.
 1869 Mayr (D^r Georges).
 1886 Milliet, directeur du bureau fédéral de la statistique, à Berne.
 1884 Molteni (A.), physicien, 44, rue du Château-d'Eau, à Paris.
 1885 Murray (Henry), secrétaire de la Chambre de commerce de Londres, Botolph House Eastcheap, E. C., à Londres.
 1885 Nagayo-Sensai, à Tokio, et 75, avenue Marceau, à Paris.
 1888 Nicaise (Auguste), juge de paix, corresp. du Ministre de l'Instruction publique, rue Grande-Étrague, à Châlons-sur-Marne.
 1891 Nicolai (Edmond), chef du bureau de la statistique générale de Belgique, 69, rue de la Source, à Bruxelles.
 1885 Peñafiel (don Antonio de), directeur général de la statistique de la République mexicaine, à Mexico.
 1883 Perozzo, ingénieur civil, inspecteur chef des offices techniques au Ministère des finances, à Rome.
 1879 Président (Le) de la Commission des tarifs et valeurs de douanes, à Madrid.
 1876 Président (Le) de la Société de statistique de Londres, 9, Adelphi-Terrace, à Londres, W. C.
 1885 Rawson W. Rawson (Sir), 68, Cornwall Gardens Queen's-Gate, à Londres, S. W.
 1874 Robÿns (Alfred), 10, rue des Rentiers, à Etterbeek-lez-Bruxelles.
 1885 Sarafov (K.), directeur de la statistique de Bulgarie, à Sofia.
 1884 Sauveur (J.), secr. gén. du Min. de l'intérieur et de l'instr. publ., à Bruxelles.
 1863 Semenov (de), anc. prés. de la Comm. centr. de statistique à St-Pétersbourg.
 1890 Sherzer (le chevalier de), consul général d'Autriche à Gènes.
 1878 Sidenbladh (Elis), directeur du bureau central de statistique de Suède, à Stockholm.
 1882 Terzi (D^r Ernesto), 23, Borgo-nuovo, à Milan.
 1885 Troimitsky (Nicolas), conseiller d'État actuel, Président du Comité central de statistique, à Saint-Pétersbourg.
 1885 Walker (Général Francis), à Washington. U. S.

RÉSUMÉ.

Membres d'honneur	2
Membres fondateurs	137
Membres titulaires	137
Membres correspondants	9
Membres associés	73
	<hr/>
	358

IV.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1892.

Sommaire. — Adoption du procès-verbal de la séance du 16 novembre 1892. — Élections d'un membre titulaire et d'un membre correspondant. — Présentation et élection, comme membre titulaire, de la Faculté de droit de Paris. — Présentation d'ouvrages : M. le Président, MM. Levasseur, Hennequin, Vannacque et le Secrétaire général. — Adoption à l'unanimité, sur le rapport du Président, d'une modification au § 2 de l'article 1^{er} du règlement intérieur, proposée par le Conseil. — Motion de M. Fernand Faure sur la création à Paris d'un séminaire de statistique; discussion : MM. J. Bertillon, prince de Cassano, des Essars, Joly, Levasseur, Keller, Ducrocq. Coste et Fernand Faure. — Elections pour le renouvellement annuel du bureau et du Conseil.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Ducrocq.

Le procès-verbal de la séance du 16 novembre 1892 est adopté.

Sont élus à l'unanimité : membre titulaire : M. MASSIGLI, professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris, et membre correspondant : M. WOOD (Stuart), trésorier de l'Académie des sciences politiques et sociales de Philadelphie.

Est présentée comme membre titulaire : LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, sur la proposition de MM. Ducrocq, Lyon-Caen, Fernand Faure et Massigli. Conformément à l'avis unanime du Conseil, M. le Président demande à la Société de statuer immédiatement sur cette présentation.

La Société adhère au vote immédiat et l'admission proposée est votée à l'unanimité et aux applaudissements de l'Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT remet à la Société, au nom de M. Boutin, en signalant leur très grande importance, les documents ci-après : 1^o *Résultats de l'évaluation des propriétés bâties, avec un atlas statistique* ; 2^o *Rapport de M. le Conseiller d'État, Directeur général des contributions directes au Ministère des finances* ; 3^o *Procès-verbaux de la commission extraparlamentaire du cadastre (1^{er} et 2^o fascicules)*.

M. le Président remet aussi, de la part de notre autre confrère, M. Vital-Cuinet, de Constantinople, un volume intitulé : *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce française à Constantinople, en 1891*.

M. LEVASSEUR présente un tirage à part de l'article *l'Europe*, qu'il a publié dans la Grande Encyclopédie, et dans lequel il a rassemblé, sous une forme symétrique, les résultats statistiques comparés des forces de l'Europe : agriculture, industrie, mines, etc. En déposant cet ouvrage sur le bureau, M. Levasseur en donne une analyse succincte, que l'on trouvera, ainsi que six tableaux annexes, à la suite du présent procès-verbal.

M. HENNEQUIN remet, au nom du Ministère de l'Intérieur, un exemplaire de la *Situation financière des communes, précédée d'une étude sur les dettes communales*.

A l'occasion de cette présentation, M. Alfred NEYMARCK exprime le vœu que, dans les publications concernant les dettes communales, l'administration veuille bien indiquer, en regard du capital de ces dettes, le montant des annuités à payer et le taux auquel les divers emprunts ont été contractés.

M. Hennequin répond qu'en effet la situation publiée par le Ministère de l'Inté-

rieur n'est qu'une situation sommaire. L'étude de la dette locale est extra-administrative et sera élucidée plus tard dans une situation plus complète.

M. VANNACQUE prie l'Assemblée de vouloir bien recevoir, au nom de MM. Mabyre et Jacottey, fonctionnaires de l'administration des postes et télégraphes, un exemplaire de trois nouvelles cartes de leur *Album des services maritimes postaux*.

Le but que poursuivent MM. Mabyre et Jacottey, sous la haute direction scientifique de M. Levasseur, est de mettre à la disposition du monde savant comme du monde des affaires des documents géographiques précis, complets, faciles à consulter, et en même temps d'un prix très abordable, sur les grandes voies de communication maritimes.

Des trois cartes présentées, l'une est relative aux services maritimes postaux étrangers. Déjà a paru une carte des services maritimes postaux français. La combinaison de ces deux cartes présente l'ensemble des services maritimes périodiques dans le monde entier. Les deux autres cartes sont des cartes de développement, dans lesquelles les services étrangers se trouvent unis aux services français. Elles donnent les grandes communications : 1° du bassin de la Méditerranée ; 2° de la mer des Antilles et du golfe du Mexique.

Parmi les cartes en préparation, il y a lieu de consacrer une mention toute particulière à la carte des voies de communication postales françaises et étrangères de la côte orientale d'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie, actuellement sous presse, et que les auteurs se proposent d'offrir à la Société comme les précédentes.

Une disposition particulière de composition donne à ces cartes un caractère d'utilité pratique très appréciable. En effet, les tableaux spéciaux placés au bas des cartes font connaître, avec la plus grande précision, les dates et heures de départ, tant à l'aller qu'au retour ; celles du passage des navires aux escales ; la longueur totale de chaque ligne en milles marins, le temps consacré à chaque voyage, etc.

Ce simple énoncé suffit pour permettre d'apprécier la valeur du plan adopté par MM. Mabyre et Jacottey qui, à raison de leurs travaux antérieurs ainsi que des fonctions qu'ils occupent à la direction générale, M. Mabyre comme secrétaire de l'administrateur de l'exploitation postale et M. Jacottey comme sous-chef des services maritimes, avaient toute compétence pour mener à bien une œuvre de cette importance.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL présente les divers ouvrages reçus par la Société depuis la dernière séance. Il signale notamment : *Le Monopole de la production de l'argent*, brochure offerte par l'auteur, M. A. J. de Joannis, de Florence ; *trois rapports des Inspecteurs du service des aliénés sur la situation, en 1890, des asiles d'aliénés de l'Angleterre et du pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande*. Il appelle particulièrement l'attention de la Société sur les premières publications de l'Office du Travail : *Le Placement des employés, ouvriers et domestiques en France, suivi d'un appendice relatif au placement dans les pays étrangers* ; 2° *Étude statistique des accidents du travail, d'après les rapports officiels sur l'assistance obligatoire en Allemagne et en Autriche*.

M. LE PRÉSIDENT rappelle à la Société que, lors de l'examen par le Conseil et la Société des modifications qu'il y avait lieu d'apporter au règlement intérieur de la Société, la commission des fonds et de la comptabilité avait été chargée de rechercher si le mode de rachat des cotisations annuelles, pour les membres titulaires, tel que l'autorise le 2^e alinéa du paragraphe 2 de l'article 1^{er} du règlement intérieur n'était

pas, en réalité, préjudiciable aux intérêts de la Société. M. Cheysson a fait, au nom de cette commission, un rapport circonstancié, qu'il a lu à la dernière séance du Conseil; mais celui-ci, en raison des nombreuses difficultés que soulève la question et se réservant de présenter ultérieurement une solution définitive, s'est arrêté provisoirement à une mesure purement temporaire et s'est borné à prier le Président de demander à la Société de vouloir bien fixer à 300 fr., pour l'année 1893, le montant du rachat des cotisations.

Cette proposition du Conseil, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. En conséquence, la disposition ci-dessus visée du règlement intérieur de la Société est remplacée par le texte suivant : « **Le rachat de la cotisation annuelle des membres titulaires est fixé, pour l'année 1893, à trois cents francs.** »

La commission de publication, s'inspirant des sentiments du Conseil, ajoute M. le Président, et désirant mettre la Société à même de statuer en pleine connaissance de cause, lorsque le moment d'une décision définitive sera venu, a décidé que le rapport de M. Cheysson serait publié dans le Journal de la Société.

La parole est donnée à M. FERNAND FAURE pour sa motion sur la *création à Paris d'un séminaire de statistique*.

Les développements donnés par M. Fernand Faure à l'appui de sa motion sont reproduits plus loin *in extenso*, en annexe du présent procès-verbal.

Une discussion à laquelle plusieurs membres prennent part suit cette communication. M. le Président prie tous les membres de la Société qui se sont occupés de cette intéressante question de vouloir bien exposer leurs idées. En leur adressant cette demande, il est l'interprète du Conseil dont il a fait connaître les intentions à ce sujet dans la séance précédente (procès-verbal de la séance du 16 novembre, page 412 du *Journal*).

M. le D^r J. BERTILLON, qui a visité le séminaire de statistique de Vienne, donne quelques renseignements sur cette institution. Le professeur traite une matière dans la séance d'ouverture; il ne l'approfondit pas, mais pose un certain nombre de questions et ce sont les élèves eux-mêmes qui, à tour de rôle, reprennent les questions ainsi posées et les discutent dans des séances ultérieures.

M. le PRINCE DE CASSANO est absolument d'accord avec M. Fernand Faure sur la nécessité de répandre l'enseignement de la statistique; mais, avant de chercher à augmenter le nombre des statisticiens, il serait utile d'aviser aux moyens d'améliorer les statistiques elles-mêmes. Tout le monde sait qu'elles sont défectueuses et on en constate surtout les erreurs lorsqu'on les examine au point de vue international. Les chiffres que l'on publie donnent lieu à des contestations qui influent souvent d'une façon fâcheuse sur les discussions d'ordre général.

Les luttes entre protectionnistes et libre-échangistes en matière de commerce extérieur auraient une fin, si l'on pouvait avoir des renseignements exacts. Malheureusement, il n'en est pas ainsi et chacun s'efforce de prouver, documents officiels en main, que c'est le contradicteur qui se trompe; de même, pour l'émigration, on ne sait qui croire.

Avant de décider de quelle nature sera l'institution qui vient d'être proposée par M. Faure, avant de savoir si elle doit être une École des hautes études ou faire partie de l'enseignement secondaire, il serait utile d'examiner les méthodes employées par ceux qui sont chargés de préparer les éléments des statistiques. Si l'on pouvait arriver, sinon à l'exactitude absolue, du moins à l'analogie des renseigne-

ments, bien des malentendus cesseraient, bien des discussions oiseuses seraient évitées, pour le plus grand bien du progrès et de la vérité.

M. DES ESSARS dit que la statistique, bien que faite dans tous les services, est néanmoins centralisée et digérée dans un grand nombre d'importantes publications où l'on trouve, en somme, ce que l'on veut.

Quant à l'enseignement de la statistique, il n'est pas si négligé qu'on le croit généralement. Outre les cours généraux faits dans quelques Facultés de droit, des cours spéciaux sont faits à l'École des sciences politiques et à l'École des Mines et il semble qu'il y aurait un certain inconvénient à créer un corps spécial d'ingénieurs statisticiens, qui auraient des idées préconçues et ne se plieraient pas facilement à la besogne un peu subalterne qui pourrait leur être imposée.

M. JOLY estime que, pour donner satisfaction au vœu exprimé par M. Fernand Faure, il suffirait de faire revivre l'idée de constituer à l'École des hautes études une section des sciences morales et politiques, qui comprendrait un cours de statistique.

A l'appui de cette observation, M. LEVASSEUR fait remarquer qu'à deux reprises différentes il a été question de l'adjonction de cette section à l'École des hautes études. Vers 1867 ou 1868, M. V. Duruy, ministre de l'Instruction publique, y avait songé ; mais son départ du ministère ne lui a pas permis de mettre ses projets à exécution. En 1872, M. Jules Simon s'en est également occupé ; diverses circonstances l'ont empêché de donner suite à ce projet.

M. J. BERTILLON pense que l'on pourrait peut-être reprendre l'idée et, cette fois, la conduire à bonne fin.

M. O. KELLER, membre du Conseil supérieur de statistique, dit que ce Conseil s'est préoccupé de savoir si les cours à instituer auraient un nombre d'auditeurs suffisant. M. Cheysson a eu l'idée d'intéresser les divers ministères à cet enseignement, en ajoutant dans les programmes d'admission aux emplois des grandes administrations certaines questions relatives à la statistique. M. Keller se rallie, du reste, quant au fond, à la proposition de M. Fernand Faure.

M. le président DUCROCQ estime, comme M. Fernand Faure, qu'en dehors des enseignements de statistique donnés par des Écoles d'enseignement libre ou des Écoles spéciales, il doit y avoir un enseignement complet de cette science d'État donné par l'État. Mais il a le regret de se séparer entièrement de M. Faure, lorsque celui-ci cherche dans la création d'un organisme nouveau et en dehors des Facultés de droit, la solution du problème. C'est dans les Facultés de droit que sont et viennent les élèves et presque tous les candidats aux emplois des divers ministères, spécialement dans les 3,000 étudiants de la Faculté de droit de Paris. Le Gouvernement, en y créant la chaire de statistique, occupée par M. Fernand Faure, a placé là le fondement même de l'institution réclamée par notre collègue. Un cours annuel peut donner des notions très étendues sur la statistique, et des cours libres, faits par des spécialistes, et qui seraient autorisés avec empressement dans la Faculté, complèteraient, pour commencer, l'enseignement principal.

M. FERNAND FAURE ne saurait contester les services que doit rendre l'enseignement de la statistique dans les Facultés de droit. Mais il croit être mieux placé que personne pour en apprécier la véritable portée et il ne peut pas le considérer comme suffisant à tous les besoins. Il maintient la distinction qu'il a établie entre les deux sortes d'enseignement d'ordre général et scientifique et l'enseignement

d'ordre technique et professionnel. Les Facultés de droit peuvent donner le premier de ces enseignements ; elles ne peuvent pas donner le second. Celui-ci, s'adressant à un nombre relativement très restreint d'auditeurs, doit être donné dans une École spéciale unique. C'est ainsi, du reste, que nous trouvons en Allemagne et en Autriche, d'une part, des cours de statistique dans les Universités et, d'autre part, tout à fait indépendant des Universités, un séminaire de statistique destiné à préparer les statisticiens de profession.

Quant à la prétendue centralisation de la statistique française dont M. des Essars a parlé, M. Fernand Faure la cherche vainement, il ne la découvre nulle part. Il est d'ailleurs porté à croire que son honorable confrère se fait, à cet égard, quelques illusions, comme il s'en fait à l'égard de l'enseignement de la statistique. M. des Essars se déclare satisfait de l'organisation actuelle de l'enseignement de la statistique ; il est vraiment trop facile à contenter. Mais ne serait-ce point, qu'au fond, M. des Essars n'est pas partisan de l'enseignement de la statistique et particulièrement de son enseignement professionnel ? Cet enseignement, suivant lui, aurait le double inconvénient de donner à ceux qui le recevraient des idées préconçues et d'en faire de mauvais fonctionnaires, s'acquittant mal de la besogne qui leur serait imposée.

M. Fernand Faure est surpris d'avoir entendu exprimer une pareille opinion par un membre de la Société de statistique. Pas plus que M. des Essars, il ne veut des fonctionnaires à idées préconçues ; mais il veut des fonctionnaires éclairés et formés par une préparation spéciale. Il ne croit pas, au surplus, qu'une instruction développée soit de nature à rendre des fonctionnaires récalcitrants aux ordres de leurs chefs.

M. A. COSTE, appuyé par M. Neymarck, propose à M. le président de faire voter la résolution suivante : « La réunion invite M. Fernand Faure à préciser sa proposition en formulant un programme sur lequel le Conseil aurait à délibérer. »

M. LE PRÉSIDENT ne croit pas devoir mettre aux voix cette proposition, le Conseil s'étant réservé de délibérer préalablement à tout vote de la Société. M. Fernand Faure entend, d'ailleurs, le vœu qui vient d'être exprimé et voudra sans doute, spontanément, donner à son intéressante communication son complément naturel.

Le scrutin pour le renouvellement du bureau et du Conseil, ouvert à 9 heures, a été clos à 10 heures, comme il avait été annoncé à la séance précédente. M. le Président avait invité MM. D. Bellet et M. Bellom, les plus jeunes membres présents à la séance, à remplir les fonctions de scrutateurs. Le dépouillement des votes terminé et vérifié par le bureau, M. le Président en proclame les résultats :

Nombre des votants : 40 ; majorité absolue : 21.

Ont obtenu : pour la présidence : M. Coste, 39 voix ;

Pour la vice-présidence : M. Paul Chalvet, 36 voix, M. Léon Donnat 2 et M. Turquan 1 ;

Pour les fonctions de membres du Conseil : MM. Yves Guyot et Beurin-Gressier, chacun 40 voix.

En conséquence M. le Président proclame :

Président pour l'année 1893 : M. Adolphe COSTE ;

Vice-Président pour trois ans : M. Paul CHALVET ;

Membres du Conseil pour trois ans : MM. Yves GUYOT et BEURIN-GRESSIER.

Le bureau de la Société se trouve donc composé comme suit, pour l'année 1893 :

Président : M. Adolphe COSTE ;

Vice-présidents : MM. Alfred NEYMARCK, Auguste VANNACQUE et Paul CHALVET ;

Secrétaire général : M. Émile YVERNÈS ;

Membres du conseil : MM. Léon DONNAT, Ed. FLÉCHEY, D^r Jacques BERTILLON,
A. LIÉGEARD, Yves GUYOT et BEAURIN-GRESSIER ;

Secrétaire des séances : M. A. LIÉGEARD ;

Trésorier-archiviste : M. Jules ROBYNS.

La séance est levée à 11 heures 1/4.

Le Secrétaire général,
E. YVERNÈS.

Le Président,
Th. DUCROCC.
